Bulletin œcuménique

SEPTEMBRE 1979 Numéro 6 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation



Des amis de retour de Kinshasa sont venus nous rendre visite en Suisse. D'habitude, ils nous parlent des conditions sanitaires difficiles de leur ville : manque de médicaments, d'hygiène... Cette fois, ils se sont plaints de notre médecine. Quel culot !

Mais voici les faits : leur fille ayant eu une température de 39 à 40 degrés lors d'une escale en Suisse alémanique, ils téléphonèrent à trois médecins. Les deux premiers refusèrent de s'occuper du cas : ces Zaïrois en vacances n'étaient pas d'anciens clients ! Et pour cause ! Le troisième, qui pouvait encore se permettre de nouveaux patients, refusa de se déplacer et demanda qu'on lui amène l'enfant, malgré le froid et la pluie. En Afrique depuis dix ans, les parents comprirent soudain et à leur dépens comment notre médecine "sophistiquée" avait "évolué".

La médecine est sous-développée dans le Tiers-Monde ! Elle est même souvent mal adaptée aux conditions locales et le recours aux féticheurs est plus fréquent qu'on veut bien le dire.

Mais chez nous, le côté scientifique ultradéveloppé ne cache-t-il pas l'atrophie du côté humain ? Nombreux sont les cas d'entrée à l'hôpital où, avant de s'occuper du blessé, on s'occupe d'administration : a-t-il été envoyé par un médecin - quelle est sa compagnie d'assurance ?

Si l'on ajoute à ces faits les affaires de médicaments suisses vendus au Tiers Monde (voir page 3), on peut se demander si notre secteur santé n'est pas aussi maldéveloppé que celui des féticheurs.

Tous ces faits montrent en conclusion qu'on ne peut traiter un aspect sous-développé du Tiers-Monde sans regarder ce qui n'est pas satisfaisant chez nous dans ce domaine et on ne peut avoir d'action d'information unilatérale.

C'est parfois même l'histoire de la paille et de la poutre !

Claude THARIN

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

BATAILLE POUR LA JUSTICE

" Qui actuellement est en train de mourir sur le front de la bataille pour la justice ? Nous les chrétiens ? Ou bien acceptons-nous que le drapeau de la justice soit en d'autres mains, de ceux-là que si souvent nous jugeons, nous condamnons, nous excommunions ? Un chrétien qui se contenterait de vivre sa vie liturgique, d'aller à l'église pour chanter des louanges, de recevoir les sacrements, de purifier son âme, ne serait pas fidèle au Christ : il trahirait la mission du Christ qui est la libération complète de l'homme et qui ne se limite pas à sa libération spirituelle. La lutte pour la justice est aussi la lutte pour le règne de Dieu. Il est impossible que l'Evangile n'atteigne pas la conscience de tous les chrétiens et ne provoque pas leur entente avec tous les hommes de bonne volonté pour la libération de tous et d'abord des plus pauvres et des plus abandonnés".

Ces fortes paroles sont de Dom Antonio Fragoso, évêque depuis 15 ans, du nouveau diocèse de Crateus, au Nordeste brésilien. Et de se remettre lui-même en question :

" Il est évident que nous devons modifier notre comportement et en premier lieu les évêques, les prêtres, les religieux, les chrétiens ; surtout nous, évêques. Si par exemple, nous jouissons de privilèges, si nous acceptons qu'on nous donne des titres dignes de seigneurs féodaux, si nous continuons à vivre dans des palais et à être traités comme des hommes d'une autre essence alors que nous sommes des frères, sommes-nous vraiment conséquents avec l'Evangile et avec nous-mêmes ? "

On vient de célébrer, à Crateus, les 15 ans du nouveau diocèse. Ce fut l'occasion d'une fête populaire. Dom Fragoso, dans une lettre, nous l'a décrit :

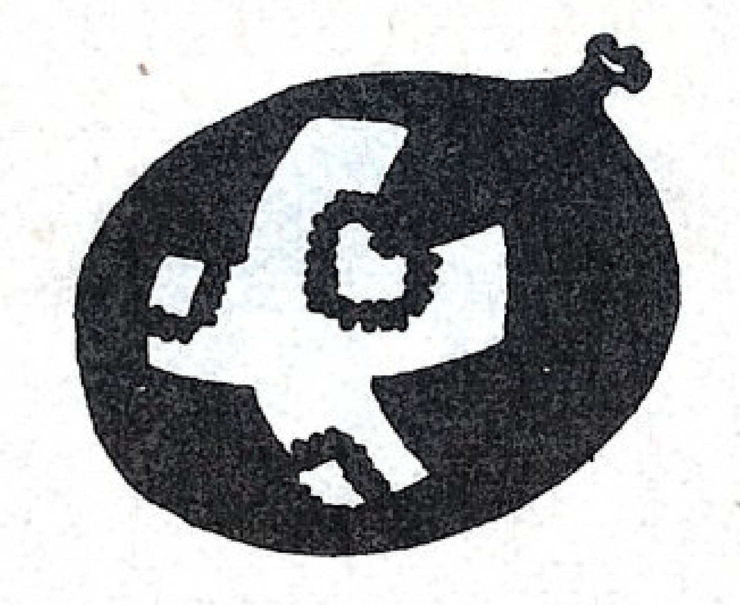
" Presque dix mille paysans se sont déplacés de leurs communautés et villes paroissiales pour venir en grand pélerinage à Crateus. Malgré la dureté de la sécheresse et la crise brésilienne qui écrase de plus en plus les paysans et les prolétaires des périphéries, ils ont payé eux-mêmes leur voyage. Par des moyens pauvres, on a célébré la Marche du Peuple vers une Terre nouvelle. "

Paul JUBIN

*

* *

SUISSE



SOUS-DÉVELOPPÉE

Information des industriels aux médecins : 60 kg par an

Suite à un Gentlemen's Agreement entre 292 sociétés suisses d'industries chimiques et la Société des médecins suisses, les entreprises signataires sont tenues d'envoyer au Groupe d'information médicale des médecins « sans failles ni lacunes » les justificatifs de tous leurs envois aux médecins, y compris les échantillons et les articles dits de prestige.

Le Bulletin des médecins suisses (22/79) nous apprend qu'en 1978, ces envois destinés aux médecins ont connu une certaine baisse. Ceux-ci restent cependant considérables.

Ainsi on a enregistré 1963 envois de littérature et 52 envois d'échantillons (1977 : 2023 et 85), donc au total 2016 contre 2108 l'an précédent. La difference est de 4 % environ (1977 : environ 5 %).

Les chiffres relatifs au poids des envois sont les suivants : 59,685 kilos pour la documentation (1977 : 65,585 kilos) et 9,260 kilos pour les échantillons (1977 : 11,490 kilos), enveloppes et emballages compris. Au total 68, 945 kilos en 1978 contre 77,075 kilos en 1977. La différence de 8,130 kilos correspond à une réduction de 10,5 % environ par rapport à l'année précédente. Parmi les facteurs influant sur cette réduction, il faut probablement citer l'application de normes générales pour les emballages et le renoncement encore plus prononcé à des envois de dimensions exagérées avec un caractère accessoire de prestige. (CPS.)

N.R.L. 3.8.79

Un scandale médical ?

Un médecin suédois demande l'interdiction de deux remèdes suisses

« Alors même qu'il existe des preuves scientifiques écrasantes de leur toxicité, que leur valeur thérapeutique est nulle, les médicaments contenant du clioquinol continuent à être vendus en grande quantité. C'est là un scandale médical sans précédent, bien plus grave que celui de la thalidomide, par exemple ».

Ce sont là, en substance, les conclusions soutenues, au cours d'une conférence de presse donnée à Berne hier matin, par le Dr Hansson, pédiatre suédois et auteur du livre « Arzneimittel-Multi und der Smon-Skandal » (les multinationales pharmaceutiques et le scandale du Smon), et le Dr Hangartner, vétérinaire à Lausanne.

Vendus notamment sous les noms de « Mexaform » et « Entérovioform », les médicaments mis en cause provoquent des troubles nerveux graves. Leurs effets secondaires, connus sous le nom de « smon », ont d'ailleurs été au centre de nombreux procès, au Japon, intentés par des patients contre plusieur entreprises pharmaceuitques, dont la filiale de Ciba - Geigy. Des dommages-intérêts s'élevant à plus de 100 millions de francs ont déjà été versés aux patients, l'Etat japonais et les entreprises ayant été reconnus coupables.

Interdits au Japon et en Suède, les médicaments en cause restent, dans la plupart des pays et particulièrement dans ceux du tiers monde, en vente libre. Bien que dans certains hôpitaux suisses l'administration de l'« Entérovioform » soit sévèrement contrôlée, la vente en est libre.

Accusant l'industrie pharmaceutique de négligence criminelle, M. Hansson — soutenu en cela par des déclarations de nombreux médecins — exige l'arrêt immédiat de la vente du médicament et l'indemnisation des personnes touchées dans leur santé par son absorption. (ats)

Impartial 1.9.79

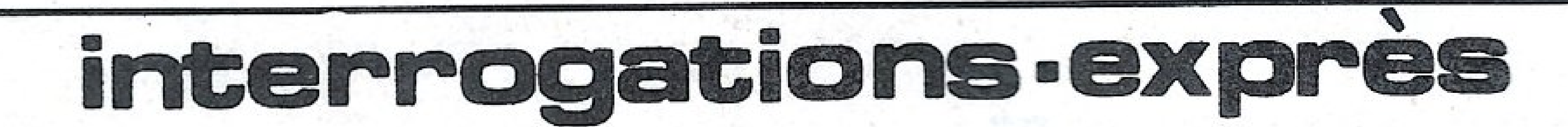
Nombre d'habitants pour un médecin 1974



SUISSE 1978 : 470

1977 : 499





interrogations·exprès

"AGISSONS INTELLIGEMMENT, LOIN DES SLOGANS"

Tessinois émigré à Fribourg où il a mené toutes ses études, notamment un doctorat en sciences économiques, Pier-Luigi GIOVANNINI a d'abord travaillé deux ans au sein de la Fédération horlogère. Depuis 1977, il est secrétaire romand de la Déclaration de Berne.

- Je ne me sentais pas très à l'aise dans les structures de la Fédération horlogère. Alors, pourquoi, à un moment donné, se préoccuper de la faim et de la justice dans le monde ? Je ne sais pas. En ce qui me concerne, il n'y a pas de vertu : j'aime mieux faire ce travail qu'un autre. Mais une chose est certaine : dans mon travail à la Déclaration de Berne, je me sens continuellement soutenu par ceux qui en Suisse, pour diverses raisons, ne peuvent dire ce qu'ils auraient à dire, et par tous ceux qui, à travers le monde vivent dans des conditions injustes. Cette foule de gens compte beaucoup plus que les conseils d'administrations, que les beaux chiffres d'affaires ou autres satisfactions de ce genre. C'est ce qui donne, quand on est découragé, la force de continuer.

- *Quand tu as commencé ton travail à la Déclaration de Berne, tu as dit que tu ne voulais pas être un militant .*

- Il faut s'entendre sur ce mot. Militant, c'est trop proche de militaire. Je ne suis pas prêt à faire n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand. Il est nécessaire parfois de mener des actions groupées, mais des actions réfléchies et décidées ensemble. Trop souvent des gens font des manifestations. Je crois qu'il nous faut au contraire trouver les moyens d'agir les plus efficaces et surtout les plus intelligents, c'est-à-dire basés sur la compréhension des phénomènes et non sur des slogans.

- *Pourtant, en 1968, la Déclaration de Berne a démarré sur un coup d'éclat impressionnant ...*

- Il est faux de dire que les "pères" de la Déclaration de Berne ne reconnaissent pas leur enfant dix ans plus tard. Ceux qui ont signé en 1968 avaient à la fois la volonté de lutter contre la misère et l'intention d'analyser les causes de cette misère. Ils ont provoqué eux-mêmes l'évolution du mouvement. Ceux qui ont décroché sont ceux qui avaient cru que la Déclaration de Berne était une oeuvre charitable et qui, après quelque temps, ont découvert un mouvement qui cherchait à expliquer le pourquoi des choses. Ce pas-là, plusieurs n'ont pas pu le faire. Je connais peu de personnes qui, si elles rencontraient un affamé devant leur porte, lui refuseraient un morceau de pain. A droite comme à gauche, dans l'industrie comme ailleurs, on a la fibre de la justice. Le problème, c'est comment passer d'un cas visible et immédiat aux situations réelles et lointaines pour lesquelles on trouve facilement des alibis de passivité. Beaucoup de personnes sont désemparées. On leur a toujours dit qu'il fallait séparer l'économie et la politique de l'humanitaire. Aujourd'hui on s'aperçoit que sans une action politique on ne changera jamais les conditions qui créent la misère.

- *La Déclaration de Berne a donc une vocation politique ?*

- Non. Les 95 pour cent de nos activités appartiennent au domaine de la sensibilisation et de l'information. C'est un travail qui devrait être fait par d'autres, l'Etat, la presse, l'école. Ce n'est de loin pas le cas. Il y a des failles dans l'enseignement par exemple : on étudie le nombre des affamés, on n'étudie pas pourquoi ils ont faim. Les 5 pour cent qui restent sont de nature beaucoup plus politique, dans ce sens qu'il s'agit de faire pression - n'ayons pas peur des mots - sur ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique afin qu'ils modifient leurs attitudes lorsque celles-ci sont dommageables aux plus défavorisés de la terre. Beaucoup de gens nous soutiennent et nous demandent de parler à leur place ou de faire les analyses qu'ils ne peuvent entreprendre. Cela nous oblige à beaucoup de sérieux dans notre travail et dans nos interventions. Il importe donc que nous comprenions les choses dans leur réalité et non à travers des lunettes idéologiques.

Propos recueillis par Bernard WEISSBRODT

RELIGION

« NOUS VOULONS UNE ÉGLISE QUI AIT LE COURAGE D'ALLER CONTRE LES IDÉES REÇUES »

déclare l'archevêque d'Aix-en-Provence

De notre correspondant

Le Puy. — Président, au Puy, les fêtes de l'Assomption, Mgr Bernard Panafieu, archevêque d'Aix-en-Provence, a insisté sur la nécessité pour l'Eglise de défendre les droits de l'homme et de lutter contre la misère dans le monde et jusque « *dans notre propre pays, où la situation économique est particulièrement difficile* » Mgr Panafieu a poursuivi :

« *Les Eglises qui ne seraient pas partie prenante dans les combats pour l'homme, pour la défense de ses droits et de sa liberté, pour sa promotion personnelle et collective, pour l'élévation de son niveau de vie, de son niveau culturel pour des conditions de vie normales, n'auraient aucune chance d'être entendues. Nous ne voulons pas d'une Eglise politicienne qui s'identifierait à un projet de société, qui démagogiquement céderait aux idées, à la mode, et se prostituerait aux idoles du moment, une Eglise dans le vent des compromissions, des démissions et des facilités, une Eglise supermarché des gadgets à la mode. Mais nous voulons une Eglise prophétique, qui n'ait pas peur de se salir les mains en défendant l'homme, fût-ce contre lui-même, une Eglise qui ait le courage d'aller contre les idées reçues.* »

Le Monde 18.8.79

CHILI: ÉVÊQUES

● LES ÉVÊQUES DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE chilienne ont appelé les paysans chiliens à s'organiser afin de défendre leurs intérêts, dans un document publié mardi à Santiago du Chili, à l'issue de la conférence épiscopale chilienne.

Les évêques dénoncent la reconstitution des «Latifundia» (grandes propriétés) et la réapparition de l'exploitation des paysans, après l'abrogation, il y a un an, de la réforme agraire. Celle-ci, rappellent-ils, visait essentiellement à améliorer la condition sociale des paysans. (AFP)

G.L. 16.8.79

Grève de la faim de prêtres salvadoriens

Vingt prêtres et cinquante religieuses et leurs sympathisants, soit au total deux cents personnes, observent une grève de la faim depuis dimanche dans l'église El Rosario de San Salvador, et ont fait savoir mardi qu'ils poursuivraient leur mouvement jusqu'à ce que la communauté internationale et les cinq évêques salvadoriens entendent leurs revendications. Cette action a été déclenchée avec l'approbation de l'archevêque Oscar Arnulfo Romero qui avait lancé au cours de la messe un appel au régime militaire du président Carlos Romero (sans relation avec l'eccésiastique) pour que cesse la répression.

Depuis 1977, six prêtres ont été assassinés au Salvador, apparemment par des organisations d'extrême-droite. — (ap)

TLM 22.8.79



Le Cambodge menacé de disparition

La faim qui sévit sous le régime imposé par le Vietnam pourrait se révéler au moins aussi meurtrière que les exterminations dues aux Khmers rouges. Alors que Hanoï, au nom de Phnom-Penh qui n'a guère son mot à dire, lie l'octroi d'une aide alimentaire et médicale urgente de l'étranger à la reconnaissance par lui de ses protégés et refuse tout contrôle sur sa distribution, les chiffres sont effarants : seulement 5 % des terres sont cultivées, 10 morts pour une naissance, 20 à 30 % seulement d'hommes parmi la population adulte. Un génocide par inaction ou par calcul politique serait-il moins condamnable que les massacres organisés ?

Le Monde 21.8.79

T-shirts prônant la peine de mort

Une équipe sportive de la police de Jacksonville (Floride) vend des T-shirts portant des inscriptions en faveur de la peine de mort, pour pouvoir se rendre à La Nouvelle-Orléans à l'occasion d'un championnat.

L'équipe de « softball » — jeu dérivé du baseball — de la police de cette ville propose ses modèles en trois couleurs, pour cinq dollars. Sur le devant, surmontant le dessin d'une chaise électrique, on peut lire : « Un de moins, encore 133 ». Le mois dernier, l'Etat de Floride avait utilisé pour la première fois depuis quinze ans sa chaise électrique sur John Spenkelink, condamné pour le meurtre d'un compagnon de voyage. Cent trente-trois condamnés à la peine capitale sont emprisonnés en Floride.

Devant le succès de cette vente, qui a déjà rapporté près de deux mille dollars, un porte-parole de l'équipe sportive, L'Ordre fraternel de la police a déclaré qu'un nouveau modèle allait être présenté, qui portera la phrase : « Raulerson, c'est toi le prochain. » James Raulerson a été condamné à mort pour le meurtre d'un policier de Jacksonville, en 1973. — (afp) 24 H. 7.6.79



Le Locle : la leçon de la centenaire

Une centenaire peu ordinaire a été fêtée vendredi au Locle, en présence notamment du préfet Jean-A. Haldimann et de M. René Felber, conseiller national et président de la Ville du Locle.

Avant de recevoir son fauteuil, Mlle Elisabeth Blaser s'est exprimée d'une voix assurée en ces termes : « J'espère que vous aurez le privilège de saluer des temps plus favorables qu'aujourd'hui. Je pense que l'humanité, qui se trouve plus ou moins en détresse, n'a qu'une alternative : la paix, le désarmement, la fraternité. Que les services civils prennent la place des services violents. »

Ce discours, assez surprenant dans la bouche d'une dame d'un si grand âge, ne pouvait en fait surprendre que ceux qui ne connaissaient pas Mlle Blaser. Contestataire avant la lettre, la centenaire, qui jouit encore de toute sa lucidité, fut une militante socialiste engagée et une chrétienne convaincue, adepte de la non-violence. Elle fut liée d'amitié avec Pierre Ceserole, un des pionniers de l'objection de conscience. Mlle Blaser avait aussi rencontré Gandhi lors de sa visite en Suisse. — dr

TLM 19.8.79



Meilleure aide fédérale au développement

En 1978, la Confédération, les collectivités publiques et les organismes privés ont accru leur contribution à la coopération au développement. L'aide de la Confédération en faveur des pays démunis a augmenté de 14,5%, celle des organismes privés de 4,5%. Elle totalisait l'an dernier un montant de 376 millions de francs, dont 91 provenaient d'organismes privés tels que Caritas, l'Entraide protestante, Swissaid, Helvetas, l'Offrande de carême, Pain pour le prochain, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, etc. — (ats) TLM 23.8.79

Tous banquiers

Avec 76 000 employés de banque pour 6,3 millions d'habitants, **la Suisse vient en tête** *de tous les pays du monde : le rapport y est de 1,21% pour 0,75% en Allemagne fédérale, 0,74% en France, 0,61% aux Etats-Unis, 0,57% en Grande-Bretagne et 0,54% au Japon. Dans ce dernier pays, il y a une banque pour 6906 habitants, tandis qu'on en compte* **une pour 1311 habitants en Suisse.** TLM 15.7.79

Banco

Le total des bilans des **99 banques étrangères établies en Suisse** *a atteint 39,2 milliards de francs en 1978. Leur part dans le total des bilans des* **480 banques répertoriées** *dans notre pays atteint 10%, mais représente* **50% des opérations fiduciaires,** *soit 24,7 milliards de francs. Les* **banques américaines** *viennent en tête avec 18 établissements et les* **banques françaises,** *avec 14, sont les premières des instituts financiers européens.*

TLM 24.6.79

POIDS DES EXPORTATIONS D'UN SEUL PRODUIT PAR RAPPORT AU TOTAL

Pays	Pourcentage	Produit
Bengladesh	75,3	Jute
Bolivie	47,8	Etain
Burundi	79,0	Café
Tchad	68,0	Coton
Chili	65,8	Cuivre
Colombie	81,0	Café
Cuba	80,6	Sucre
Egypte	44,1	Coton
Ghana	62,3	Cacao
Guinée-Bissau	93,1	Huiles végétales
Liberia	69,5	Minerai de fer
Mauritanie	76,8	Minerai de fer
Maurice	82,1	Sucre
Rwanda	56,4	Café
Sri Lanka	50,1	Thé
Soudan	53,1	Coton
Togo	52,2	Phosphate
Ouganda	66,2	Café
Zaire	64,0	Cuivre
Zambie	93,3	Cuivre

(Source : Secrétariat de la CNUCED : document TD/B/C.3/152/Rev.1., valable pour la période 1970-1975).

Longue durée

Selon une équipe de savants américains, la **dioxine de Seveso,** *profondément incrustée dans la terre et les maisons, ne disparaîtra complètement qu'aux* **alentours de l'an 2040.** *Les autorités s'apprêtent à faire enfermer 75 000 m3 de terre contaminée dans* **180 000 tonneaux étanches** *pour tenter d'isoler le poison. Hoffmann-La Roche, propriétaire de l'usine polluante, a déjà déboursé* **20 milliards de lires** *pour prévenir les effets toxiques de la catastrophe, mais l'Etat italien lui en réclame 140 milliards.*

TLM 17.7.79

Budgets de la recherche dans le monde

La part du lion pour les militaires

Si la plupart des pays du monde semblent maintenant décidés à faire porter la priorité de leurs recherches scientifiques sur l'énergie et d'autres objectifs sociaux, les programmes militaires continueront d'occuper une très large place.

Selon une étude publiée samedi par le Worldwatch Institute, organisation privée à but non lucratif, et financée par les Nations Unies, 150 milliards de dollars sont consacrés annuellement à la recherche et au développement.

« Mais la recherche et le développement militaires atteindront le quart de ces investissements, trois fois plus que le montant alloué au développement de nouvelles technologies énergétiques, et plus que ce qui est consacré à la fois à l'énergie, à la santé, à la production alimentaire et à la protection de l'environnement ».

« Dans la plupart des pays, ajoute pourtant M. Colin Norman, l'auteur du rapport, la découverte d'une nouvelle source d'énergie peut être aussi importante pour la défense nationale que la mise au point de nouvelles armes ».

D'autre part, le Worldwatch Institute estime que « tant que les capacités de recherches et de développement resteront concentrées dans le monde industriel, le problème restera aussi entier pour les pays riches ». (ap) Impartial 30.7.78

LES « TREIZE » : près de la moitié du pétrole mondial.

Les pays de l'OPEP produisent un peu moins de la moitié du pétrole mondial : quelque 1 460 millions de tonnes (en 1978)) sur 3 056 millions de tonnes. Les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole extraient respectivement les quantités suivantes : Arabie Saoudite : 510 millions de tonnes ; Iran : 255 ; Irak : 115 ; Koweït : 110 ; Venezuela : 108 ; Libye : 95 ; Nigéria : 95 ; Indonésie : 82 ; Emirats arabes unis : (essentiellement Abu-Dhabi et Dubaï) : 70 ; Algérie : 59 ; Qatar : 23.5 ; Gabon : 11 ; Equateur : 9,5.

Tous ces pays figurent parmi les principaux exportateurs de « brut », dont font également partie l'U.R.S.S., la Chine et le Mexique, pays qui, eux, ne sont pas membres de l'OPEP.

Le Monde 27.6.78

Pékin ne badine pas avec les Chinois prolifiques

La ville de Pékin a décidé à son tour de pénaliser sévèrement les récalcitrants à la politique de contrôle des naissances, a-t-on appris lundi de source chinoise.

En cas de naissance d'un troisième enfant, chacun des salaires du couple sera amputé chaque mois de 10% jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 14 ans. Un quatrième enfant « coûtera » 15% d'amende mensuelle, un cinquième 20%, etc...

Parallèlement, le Comité révolutionnaire de Pékin a décidé de récompenser les familles n'ayant qu'un seul enfant en leur versant chaque année une prime de 30 yuan à l'occasion de la Fête des enfants, le 1er juin. La femme enceinte de son premier enfant aura désormais droit à six mois de congé postnatal au lieu des 56 jours prévus jusqu'à présent. — (afp) TLM 14.8.78

● **TANZANIE : LES MINISTRES A VELO ?** — S'ils suivent le conseil du président Julius Nyerere, les ministres tanzaniens vont bientôt abandonner leur voiture et se déplacer uniquement à bicyclette pour se rendre à leur travail. Cette recommandation, émise lundi par le chef de l'Etat tanzanien vise non seulement à économiser l'énergie, mais à permettre « à certains dirigeants de perdre du poids ». (Reuter)

Lib. 29.8.78

● TIERS MONDE ET TOURISME - **Le développement du tourisme est pour les pays du tiers monde une arme à double tranchant, comme l'a confirmé une enquête sur l'évolution du tourisme mondial de l'Institut allemand de recherches économiques de Berlin. Certes, les recettes touristiques enregistrent une progression stable et continue, à la différence de celles des matières premières, par exemple. Mais le tourisme n'a rapporté aux pays en voie de développement que six dollars par an et par habitant, contre soixante dans les pays industrialisés. Seuls treize pays du tiers monde ont tiré du tourisme plus de 10% de leurs devises : en tête la Barbade (41%) et le Mexique (26%). (kb)** G.L. 7.7.78

● *Environ 30 % de la population active d'Amérique latine* connaissent des problèmes d'emploi, a affirmé à Lima M. Julio Galer, sous-directeur de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). Plus toutefois que de chômage, qui affecte 5 à 6 % de la population active (environ 10 millions d'individus sur une population totale de 340 millions de personnes), les Latino-Américains souffrent de sous-emploi, a précisé M. Galer. Le responsable de l'OIT a estimé à 135 millions le nombre de personnes vivant en-dessous du minimum vital sur le continent. Le Monde 28.8.78

Confidentiel

Le domaine réservé de chaque individu fond comme peau de chagrin aux Etats-Unis, où la vie privée du personnel de nombreuses grandes entreprises américaines est régulièrement violée, comme le révèle une étude faite par l'Université de l'Illinois. 85% des 74 compagnies interrogées affirment, en effet, donner des rapports confidentiels sur leurs employés aux créditeurs qui le demandent, 49% donnent le même type de renseignements aux agences de location et 22% les dévoilent aux œuvres charitables. Et, ce qui ne surprendra personne, 69% de ces compagnies n'avouent pas à leurs employés que ce service d'information est devenu routine.

G.L. 10.8.78

B. C.

Surpuissance

Neuf sur douze des turbines du **haut barrage d'Assouan,** *d'une capacité de 175 MW chacune, demeurent inutilisées. Sadate se pose pourtant en champion d'un* **projet de centrale nucléaire de 600 MW,** *qui devrait être installée à Sidi-Kreir, à l'ouest d'Alexandrie, et qui exigerait 30% des investissements annuels de l'Egypte.*

T.L.M 24.5.78

R.F.A. : LE TEMPS DES « STROBOS »

Pour la première fois, un tribunal ouest-allemand a donné raison à deux « Strobos », ces usagers qui refusent de payer intégralement leur note d'électricité pour protester contre l'utilisation de l'énergie nucléaire. Dans son jugement, Mme Adelheid Kiefer, du tribunal de première instance de Stuttgart, a fait valoir qu'en utilisant 60 % d'énergie nucléaire pour le courant électrique les usines T.w.s. avaient violé le contrat passé avec leurs clients, l'énergie nucléaire constituant un danger public, ce qui est contraire au « devoir d'assistance » prévu par le contrat.

Express 11.8.78

DOM HELDER CAMARA

retrouve le droit de parler chez lui

Depuis quelques mois et après 15 années de dictature militaire, le Brésil paraît s'engager sur la voie d'une "démocratisation" promise par le gouvernement du général Figueiredo. La presse a reconquis des libertés longtemps supprimées et, fin août, le Congrès de Brasilia a adopté un important projet d'amnistie. Fait sans précédent, le 25 juin, Dom Helder CAMARA a été invité à présenter les conclusions de la Conférence de Puebla devant l'assemblée législative de Pernambuco. De mémoire de Récifien, on n'avait jamais vu les bancs du Parlement aussi remplis. D'ailleurs, le lendemain, les deux grands quotidiens de Récife le "Jornal de Comercio" et le "Diario" de Pernambuco en ont fait la une de leurs éditions et publié, photos à l'appui, le texte complet de l'intervention de Dom Helder. Un des premiers signes d'une détente entre l'Eglise de Récife et le régime brésilien était déjà apparu le 2 avril dernier lorsque, pour la première fois depuis 1964, "l'évêque des pauvres" avait pu rencontrer M. Antonio Marco Maciel, nouveau gouverneur de l'Etat de Pernambuco. C'était, ce jour-là, la fête patronale de Recife et la poignée de mains des deux hommes n'avait pas passée inaperçue. Interdit de parole depuis 1970, Dom Helder avait pratiquement disparu des moyens de communication sociale au Brésil. Seuls quelques journaux à grand tirage, du sud du pays, parlaient parfois de lui, mais dans le but avoué de ternir son image.

"Je trahirais Puebla si je perdais cette chance splendide de vous adresser un message fraternel", déclara Dom Helder aux quelques 500 personnes massées dans la salle du Parlement de Pernambuco, Parlement où le parti gouvernemental détient la majorité.

"Dans des pays comme les nôtres où les droits fondamentaux de l'homme sont fréquemment battus en brêche - vie, santé, éducation, alimentation, travail - on se trouve dans une situation de permanente violation de la dignité humaine. A cela s'ajoutent les peurs engendrées par les abus de pouvoirs inhérents aux régimes de force; peurs aussi de nombreuses familles à la suite de la disparition d'êtres chers; peurs et insécurité totale face à une injustice soumise et inefficiente".

"Soyez certains, dit encore Dom Helder, *que toute ouverture sera illusoire et fragile tant que la sécurité nationale - nécessaire à tout pays - sera érigée en idolâtrie, en valeur suprême, en valeur des valeurs".* A cette critique majeure faite au régime, Dom Helder ajoute des considérations d'ordre économique, prenant par exemple la défense des grévistes :

"L'expérience politique vous fera découvrir derrière les grèves qui se multiplient non pas une volonté de bouleverser la vie nationale mais la nécessité et l'urgence de changer le système économique actuel. Ce système injuste, qui favorise une élite, ne permettra jamais le développement intégral de chaque Brésilien et de tous les Brésiliens. Je ne croirai pas facilement au caractère illégal de ces grèves tant qu'il n'y aura pas de changements profonds dans le système économique, tant qu'on ne mettra pas, dans le camp cruel de l'illégalité, la misère et la faim".

Bernard WEISSBRODT



Photo P.JUBIN

Eglise des frontières - Recife

septembre 1979 **DOSSIER II**

SUR LES ROUTES D'AMERIQUE LATINE

Paul JUBIN rentre d'une tournée auprès des équipes de volontaires de quelques pays d'Amérique latine. Après Haïti, la Colombie et l'Equateur présentés dans le numéro de juillet, il nous livre ici la deuxième et dernière partie de ses notes de voyage.

AU NORDESTE BRESILIEN

Dans le Nordeste brésilien, triangle de la faim, dont Recife est la capitale, on compte plus de 32 millions d'habitants parmi les plus pauvres du monde. La moitié d'entre eux luttent pour survivre par le troc, en-dehors de toute économie de marché. Ils sont plusieurs millions à disposer de moins de 100 francs suisse par tête d'habitant et par an. Aussi, ne faut-il pas s'étonner si Recife où arrivent chaque année plus de 200'000 personnes des campagnes environnantes, est à la fois base d'accueil et de départ de ces populations migrantes. Bien vite elles repartent vers le centre-sud où sont concentrées la plupart des industries et où se fixent les hommes les plus doués du reste du pays.

A la COMAR de Recife, j'ai trouvé Roland Berdat et sa femme Emma ainsi que Urs Philipona le menuisier. Quelle joie de trouver des amis lucides , conscients, lutteurs dans une réalité difficile à saisir. Le centre de formation de menuisiers et la communauté des artisans vibrent d'un esprit d'amitié, d'une fierté de travailler qui a pris du renom et où on se forme sérieusement. Plusieurs familles de militants du M.P.F. (Mouvement Populaire des Familles) se sont succédées dans le projet de la COMAR et dans un an le projet sera entre les mains des Brésiliens. Roland et Emma Berdat viennent de rentrer au pays mais leur présence a été décisive. Ils ont réussi à mettre des hommes et des femmes debout, à leur faire prendre conscience de leur force, de leur grandeur. Grâce à l'appui des milieux populaires de Suisse, un autre milieu populaire du tiers-monde a pu prendre en mains sa propre vie pour la mener avec dignité. Voilà un des rares exemples où un lien fraternel a été tissé entre milieux populaires des pays riches et des pays pauvres. Tous ceux qui ont mené et soutenu ce combat ne pourront oublier l'importance de notre lutte ici contre tout ce qui défigure l'homme.

Rencontre avec Dom CAMARA

"J'habite une église qui porte le nom d'église des frontières. Je me sens toujours un frère des hommes en tous pays. L'appellation de cette église ne me convient pas. Partout je me sens à la maison, partout je suis reçu comme un frère. Je ne me sens étranger dans aucun pays du monde. Je me sens frère sans frontières. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, partout les hommes sont fils d'un même Dieu et croient au même Père, donc nous sommes tous frères. Et puis, il n'y a pas de sous-homme, comme il n'y a pas de super-homme. Il n'y a que des hommes, frères dans le Christ."

- Vous rentrez d'Europe. Quelle impression en rapportez-vous ?

- J'ai rencontré beaucoup de personnages intelligents, responsables, compétents par les livres et par la vie, assumant de lourdes charges. J'ai été frappé et attristé par le fait que pour eux, l'armement est le moteur du développement. Le commerce a plus que quintuplé depuis 1973 et le plus gros de ces armes a été vendu à des pays du tiers-monde. Autrefois, une poignée de pays industrialisés étaient producteurs d'armes et aujourd'hui, quelque 50 pays dont près de la moitié sont des pays du tiers-monde, produisent des armes lourdes. Les dépenses militaires mondiales ne font qu'augmenter. Où mènera cette folie de la course aux armements?

Le problème de la terre. Des treize millions de personnes qui travaillent à la campagne, à peine trois millions possèdent la terre. Entre 1967 et 1972, deux millions 100'000 familles ont été expulsées de leurs terres (journal de Pernambuc 13.11.1977). Comment cela se passe-t-il ? Un exemple : Jean est agriculteur, il reçoit la visite d'un homme riche qui lui dit:

- *Cette terre est maintenant la mienne. Je l'ai achetée d'un propriétaire.*
- Enchanté, répond Jean, je ne savais pas que cette terre avait un propriétaire. Il n'est jamais venu ici.
- *Bien, maintenant il y a un propriétaire. C'est moi, dit l'homme riche, et je ne veux plus d'habitant ici. Je vais planter de la canne à sucre, y élever du bétail.*
- Vous n'avez jamais rien planté. Vous n'avez pas travaillé cette terre. Moi, je l'ai travaillée pendant des dizaines d'années.
- *Je suis le propriétaire, parce que j'ai payé avec mon argent. J'ai des papiers. J'ai la protection de la loi et la police est de mon côté.*

Voilà le drame. L'essentiel des terres de bonne qualité du Nordeste est voué à des cultures d'exportation, telle la canne à sucre. Les hommes n'ont pas le droit d'avoir les terres de leur berceau et de leur tombe. A l'abri de la loi et de la force, les abus se multiplient. Plus de deux millions de familles ont été ainsi déracinées.

A Pocao de Pedras. Dans cette mission ont germé et grandi 38 communautés de base. C'est ce que les gens appellent la nouvelle loi. Il s'agit de multiplier les hommes-source. "Celui qui croit en moi, des entrailles couleront des fleuves d'eau vive". Les familles se réunissent, grands et petits, jeunes et moins jeunes, et tous participent aux réflexions,aux débats,aux recherches. Le conseil de communauté comprend un président coordonnateur, un responsable de la santé, de la prédication, de l'argent, de l'alphabétisation, de l'agriculture, de la catéchèse, et ces différents postes sont assumés régulièrement par d'autres personnes. Ainsi, chacun peut devenir animateur et homme-source dans sa communauté. Le groupe de base devient une clé pour toute action.

Dans une des communautés de base, je participe à plusieurs réunions avec Elisabeth Farineau et Louise Huber, nos volontaires. On y débat le problème de la scolarisation. Le village compte 70 à 80 enfants. Aucun n'est scolarisé.
- Autrefois, dit Francisca, il y avait bien un professeur à la classe unique, mais elle est partie car elle n'arrivait pas à vivre. Elle n'était pas suffisamment payée et pourtant elle enseignait le matin, l'après-midi et le soir.
- Est-ce que quelqu'un parmi nous pourrait prendre la responsabilité de cet enseignement, demande Pedro ?
- Autrefois, une dame du village a fréquenté l'école. Peut-être qu'elle accepterait à son tour de faire l'école.
- Va donc lui demander !
Peu de temps après l'émissaire revient et dit:
- Elle accepterait volontiers parce qu'elle a suivi pendant 4 ans l'école primaire deux heures par jour, mais maintenant avec tous ses enfants, elle a trop de travail et sa vue est trop faible.
- Alors, puisqu'il n'y a personne d'autre parmi les adultes, que faire ?
- Que dit la constitution de notre pays ?
- Que l'école primaire est obligatoire et gratuite.
- Alors, dans ce cas, il y a beaucoup de péchés mortels qui se commettent dans notre pays, car dans le Maranhao, il y a peu de villages avec l'école. Le Seigneur punira les responsables.
- Nous ne sommes jamais allés en parler au préfet !
Ainsi, peu à peu, prend corps la décision finale qui interviendra d'envoyer une délégation auprès du préfet pour lui demander d'intervenir et d'appliquer ce qui est prévu par la constitution, même si les paysans se trouvent pauvres, éloignés et abandonnés. La délégation est formée de trois pères de famille. C'est une double révolution. C'est la première fois, en effet, qu'une représentation du village accomplira une démarche officielle. C'est la première fois que les femmes s'affirmeront publiquement. Tout naturellement, la communauté passe de cette décision finale à la messe sans prêtre, animée par Emmanuel et Antonio. L'un épelle un texte de l'Evangile et cogne chaque syllabe avec difficulté. Mais quand il a fermé la Bible, il se lance dans un commentaire avec chaleur, ferveur et passion. Son homélie ferait palir de jalousie bien des prédicateurs de chez nous. Et Antonio de lancer des commentaires pour remercier l'Esprit-Saint d'avoir soufflé sa Vie sur la communauté et d'exprimer sa reconnaissance.

Marie-Françoise et Bernard Bavaud sont depuis un bon nombre d'années dans le Nordeste brésilien, à Crateus. Ils s'y sentent chez eux. Ils partagent fondamentalement l'espérance de ce peuble et sa vie quotidienne.
- Leur maison est un lieu de rencontre et d'espérance, m'affirme Freddy Kunz.
C'est une famille qui accueille, témoigne, écoute. Ceux qui viennent de la campagne y sont reçus, peuvent parler. Tous ont le sentiment que leur visite est désirée. Ils sont disponibles à n'importe quel service. Une prostituée va accoucher? Il n'y a que Chica qui peut l'assister. Où chercher une secrétaire de pastorale? Personne ne s'annonce sinon finalement Chica. Des luttes pour le quartier, pour la justice peuvent-elles être suscitées? Ils sont là pour créer des liens très forts avec d'autres militants du Brésil. Leur manière d'être n'humilie personne, mais elle permet aux gens d'être écoutés, entendus, d'être ce qu'ils souhaitent être, de développer ce qu'ils veulent. Le tout-venant vient ici avec confiance. Il y a certains endroits où on ne va pas, où on n'aime pas se rendre car on ne sait pas sur quel point on pourra discuter, se trouver en communion. Au fond, ce n'est pas le volume du travail qui conditionne la disponibilité des gens ; on est accueillant ou on ne l'est pas. Rien ne remplace cela. Cette maison est la maison de tout le monde, elle est à tout le monde. Les gens entrent et sortent. Si on a soif, on boit de l'eau. Si on est à table, on ajoute des couverts. Tout cela se passe très naturellement.



La plupart des quartiers de Crateus se sont organisés en communautés de base. Ils se rencontrent régulièrement pour y discuter des problèmes concrets qui se posent. J'ai assisté à la réunion du quartier de l'Ile où pendant six mois une enquête a été menée par les différentes familles sur l'augmentation du coût de la vie. Elles ont noté l'évolution des prix des matières de base. Ainsi, un tableau récapitulatif a pu être rédigé. Il révèle que les augmentations des prix entre août et septembre 1978 ont été les suivantes: augmentation des haricots (nourriture de base) 150% ; pain 100%; bananes 150%; riz 86%; viande 66%; oeufs 50%; tomates 60%. Pendant ce temps-là, le salaire, lui, n'a pas augmenté. Ce qui fait dire à un paysan du quartier:
- Le coût de la vie voyage rapidement en avion moderne et le salaire avance sur un vieux petit âne, fatigué. Le modèle d'avion est toujours plus moderne et plus rapide , tandis que le petit âne est toujours plus fatigué.
Les participants discutent du pourquoi de cette situation et disent que la classe dirigeante a besoin de prélever des impôts suffisants. Ils disent que les autorités manquent d'intégrité, que les populations manquent de gens pour les informer, et de trouver eux-mêmes certaines réponses :
- On ne nous informe pas ; c'est au peuple à réagir, à trouver ses propres solutions.
- Nous sommes aussi coupables. Pourquoi dix familles ne se mettraient-elles pas ensemble pour acheter un sac de riz? Ainsi, on économiserait et on prévoierait les moments difficiles.
- Nous devons réagir contre les grands propriétaires qui ne veulent pas qu'on sème ce qui nous est nécessaire, mais ce qui leur profite le plus. Nous ne devons pas laisser passer, comme nous l'avons fait jusqu'ici, le fait qu'un maître d'école reçoive une carte sur laquelle il signe avoir reçu 1'100 cruzeiros, alors qu'en fait il en reçoit 72.

En prenant l'avion qui me ramène en Europe, je songe à ces mots de l'évêque d'Orléans, Guy Riobé : " L'Eglise est un espace de liberté où retentissent les cris, les questions, les angoisses des hommes, pour que l'Esprit invente des réponses inattendues".

AU PEROU

L'altiplano, situé entre deux chaînes de Cordilière des Andes péruviennes, est le centre du monde indien et se drape d'une sévère et imprégnante beauté.
Macusani, 4340 mètres, petite cité lovée dans une cuvette, centre de passage et de commerce. Le paysage est décapé, nu, sauvage. Durant le jour, le soleil darde ses chauds rayons et durant le nuit, le froid se fait extrêmement vif. La dureté et l'imperméabilité des gens sont à l'image de la terre qui les a produits. Leurs visages cuivrés sont burinés, leurs regards de braise scrutent toujours un ailleurs énigmatique. Flanquant l'église, le centre paroissial est le lieu des cours des stages de formation des promoteurs, des animatrices féminines. C'est là que Colette Chavaz a installé une bibliothèque où un grand nombre de jeunes et d'enfants viennent et nouent des contacts qui se prolongent. Dans le hall on prépare une exposition dans le cadre de l'année de l'enfant. Dans un des locaux du centre, une douche solaire a été installée, mais elle est encore peu utilisée. Les habitudes d'hygiène et de propreté ne s'accordent pas encore avec l'implacable misère.
"Les animateurs viennent ici, explique Colette, pour une réunion de plusieurs jours. Ils ont parfois marché 12 à 18 heures pour parvenir jusqu'ici . Ils ont une existence extrêmement difficile. Ils vivotent souvent sur de minuscules lopins de terre caillouteux et arides. Il n'y a pas de bois à cette altitude. Ils n'ont pas d'argent pour acheter des engrais. Leurs seules ressources à cette altitude sont la viande et la laine des lamas, des alpagas et des moutons. Ils ne peuvent guère améliorer leur sort, ils luttent leur vie entière pour survivre."
Sur le plateau dominant le village de Macusani, les femmes s'asseoient sur l'herbe enserrées dans leur crepina (carré d'étoffe qui sert de baluchon nouée sur la poitrine. Leurs enfants s'assoient à côté d'elles, mobiles et tous regardent et rêvent et attendent, résignés. Ce pays austère, balayé par le vent est un lieu privilégié pour une sévère ascèse"

"Nous avons décidé de poser des gestes de rupture à l'égard "des riches" et des gestes de solidarité avec les moins favorisés, me dit un membre de l'équipe, car l'orientation est nettement prise : lutter pour la justice. Jusqu'à quand ces Indiens taciturnes devront-ils attendre dans leur mutisme, qu'on les reconnaisse comme des Péruviens et comme des hommes à part entière ?"

Colette Chavaz et le Père Xavier m'emmènent au quartier Tupac Amaru où tous sont paysans sauf un commerçant et un mécanicien. Les gens s'organisent eux-mêmes, se groupent et se préoccupent réellement du développement de leur quartier. Ils sont très conscients des injustices et veulent promouvoir un nouveau style de vie. Aussi, misent-ils énormément sur la nouvelle école du quartier, lieu des rencontres de la communauté et endroit où se prennent les décisions communautaires. Un comité anime la vie du quartier, un professeur a été engagé spécialement pour l'alphabétisation des adultes.
Aujourd'hui, nous vivons la fête de la croix. Le quartier a décidé d'en poser une au sommet de la colline qui domine sa zone au-dessus des jardins communautaires. A l'école, le Père Xavier bénit la croix après en avoir rappelé le sens. Ensuite, toute la population du quartier part, en cortège, emmené par un orchestre de flûtes de pan et un tambour. Un groupe de danseurs et de danseuses marquent le rythme allègre et dessinent des figures traditionnelles à l'aide de guirlandes colorées. J'essaie de devancer le groupe qui grimpe la pente, mais bien vite essoufflé à cette altitude de plus de 4800 mètres, je dois m'arrêter. Par contre, les habitants de ce quartier de Macusani se sentent à l'aise et montent à une allure étourdissante . C'est que leur coeur façonné à cette altitude est plus gros et plus résistant que le nôtre. Padrecito ou "le petit Père" est emmené dans le cortège qui se termine avec les porteurs de vivres et de boissons. Arrivée au sommet, la croix enrubannée de serpentins est plantée sous le regard attentif de toute la communauté. A l'entour, l'herbe rase du pâturage est parsemée d'oreillers de belle-mère, sorte de pierres rondes recouvertes d'un duvet de cactus qui paraîssent à l'oeil d'un exquis moelleux, mais qui piquent douloureusement si l'on s'y assied. Lorsque la croix est debout, on la tapisse encore de feuillages verts, car la croix est source de vie. Quelques discours sont prononcés et diffusés par haut-parleurs reliés à une batterie. Les officiels, les musiciens et les danseurs reçoivent gratuitement un petit repas et de la bière. Les autres sortent ce qu'ils ont apporté et bientôt l'alcool aidant, les rires éclatent et la danse s'étend. C'est un mélange de foi et de carnaval. En redescendant la colline, tous reçoivent des fleurs, des graines et même des serpentins pour jeter sur les champs de pommes de terre afin de remercier la terre de sa fécondité.

Il est difficile d'épurer la religiosité populaire, de faire comprendre que les bénédictions, les aspersions d'eau bénite, les processions avec les saints à travers le village ne sont pas l'essentiel. La spiritualité espagnole a mis l'accent sur la croix. Cela correspond peut-être à la souffrance du peuple. Le temps n'est pas de prêcher la résignation. Aujourd'hui, importent l'espérance et la libération.
De plus en plus, les prêtres font naître une Eglise à partir des pauvres, à partir des communautés de paysans ou des communautés implantées dans les bidonvilles. La lutte de ces groupes opprimés pour leur libération a un sens aux yeux de Dieu. Ils aspirent à être reconnus comme hommes. L'Eglise, centre de référence, force de soutien, peut agir sur ces masses. C'est pourquoi elle recréée sa théologie en la traduisant à partir de la culture de ce peuple qui a connu à travers les ans l'oppression et la misère. Certes, cette théologie ne se limite pas à une libération matérielle, économique, sociale, mais va jusqu'au coeur de tout homme en le libérant de son propre péché.

"On peut discuter les gestes du peuple, écrit un évêque de l'Amazonie. Est-ce que par hasard le peuple n'aurait pas ses gestes prophétiques? Les gestes du peuple sont la voix du peuple et la voix du peuple est la voix de Dieu. Le jugement que nous portons sur ces gestes dépend de notre distance ou de notre proximité par rapport à la souffrance, à l'angoisse et à l'espérance du peuple. Il dépend de notre manière de vivre ou de ne pas vivre l'Evangile."

TROIS CONCLUSIONS PROVISOIRES, EN FORME D'INTERPELLATIONS

1. DEVELOPPEMENT OU LIBERATION ?

J'ai senti qu'en Amérique latine, la notion de développement est de plus en plus reçue comme une intégration aux valeurs occidentales de la croissance. Or, la dynamique du libéralisme économique tend à constituer la richesse d'une minorité sur la misère de la majorité. Le sous-développement est un produit du développement. Par ailleurs, ce qui manque le plus aux hommes pauvres et démunis, c'est la conscience de leur situation, ce sont les moyens de comprendre, d'analyser, d'agir, pour changer. Les projets qui ne partent pas de la base maintiennent la dépendance et la domination de l'aide ; s'ils sont pensés par un homme, s'ils réalisent des objectifs occidentaux, selon nos échelles de valeurs et nos critères, ne sont-ils pas voués à l'échec ? Dès lors, un certain profil se dégage. Entrons-nous dans des projets de développement ou dans des projets de libération ?



2. VIVRE LES DIFFERENCES ET LES CONFLITS

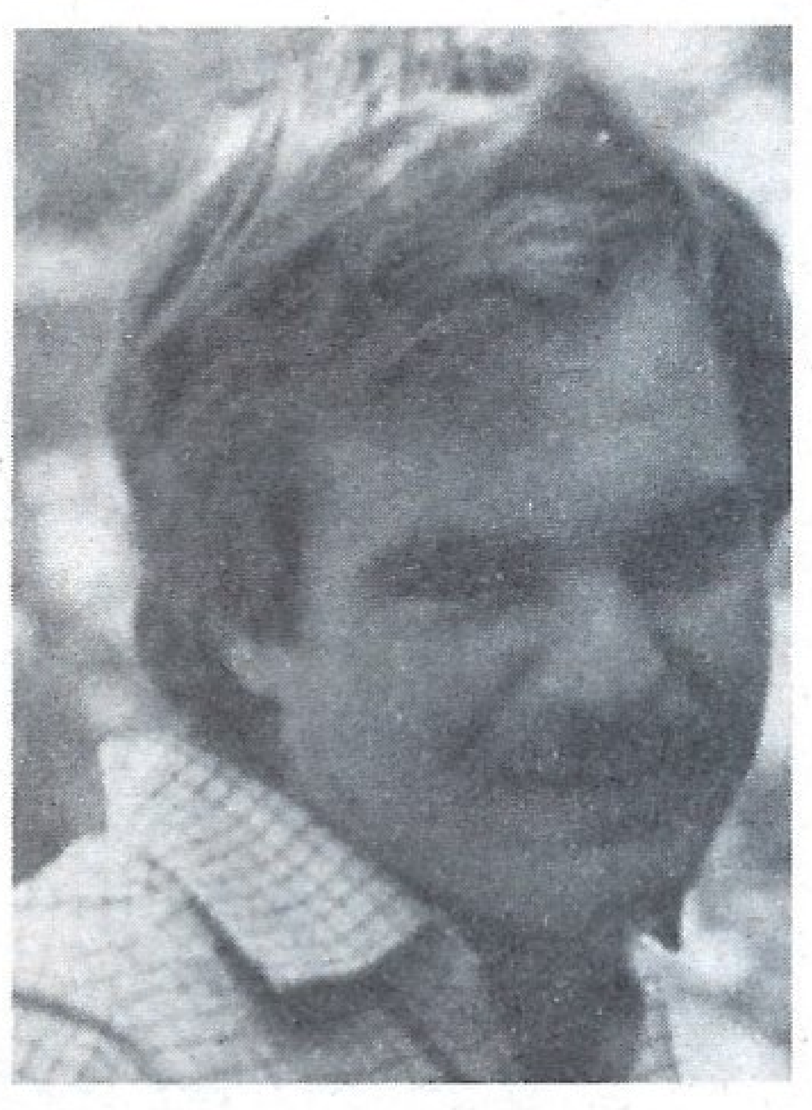
Deux paroles entendues : "Un volontaire est celui qui reste équilibré dans une situation déséquilibrée". et "Celui qui ne peut pas vivre avec des conflits ne doit pas s'engager outre-mer". Or, chez nous, par notre éducation et nos habitudes de vie, nous sommes habitués à discuter, à analyser les conflits et les différences. Mais comment nos groupes, nos communautés vivent-ils les conflits et les différences? Cherchons-nous à les éviter, à les repousser ou les assumons-nous comme une richesse et comme des lectures des évènements avec des lignes de conduite différentes ? Cherchons-nous à dépasser les conflits en gardant l'unité ? Acceptons-nous vraiment les différences ?

3. Le continent latino-américain est pétri de culture occidentale et de christianisme. L'Eglise de Medellin et de Puebla se dégage de plus en plus de sa collusion avec le pouvoir et avec les riches. "Dans un continent pauvre, il faut une Eglise pauvre, alors qu'elle est opulente et puissante. Nous voulons non une Eglise reflet, mais une Eglise source". Dans tout le continent, l'Eglise devient espace et liberté, refuge des opprimés, espérance des pauvres. Elle dénonce tout ce qui déshumanise l'homme et l'empêche d'être créateur à l'image de Dieu. Conséquences : des communautés de base, à taille humaine et où chacun peut appeler chacun par son nom, jaillissent privilégiés à d'espérance chrétienne. Elles ont une fonction mobilisatrice. Elles traduisent en actes, cette interpénétration naturelle et constante entre foi et vie chez les Latino-Américains. Sommes-nous attentifs à ce qui se vit là-bas ? à la naissance de ce nouveau tissu ecclésial de base et populaire ? à cette option préférentielle pour les pauvres ? Le centre théologique et spirituel de l'Eglise n'est plus seulement en Europe. En l'an 2'000, la moitié des catholiques seront en Amérique latine. Accueillons-nous les options dépendantes de ces Eglises ? Bien assises sur leurs richesses matérielles, nos Eglises ne s'engluent-elles pas dans leurs habitudes et ne restent-elles pas imbues de leur complexe de supériorité? Solidaires de l'Eglise des pauvres, créer des communautés de base : nous, laïcs, n'avons-nous pas à prendre des initiatives ? "Tu meurs d'envie en voyant ceux qui mettent de l'éternité dans leur vie ". (Theilard de Chardin)

Dossier préparé par : Paul JUBIN

ils sont partis...





Alessandra et Carlo FOLETTI, ingénieur en mathématique et ingénieur agronome, de Lugano, le 17 août 1979, pour la formation d'animateur en catéchèse et pastorale, pour le soutien au service de santé, d'une part; pour la formation d'animateurs d'activités agronomiques, d'autre part, à la Junta Comuna Aguarico. Adresse : Misio Carmelita de San Miguel de Secumbios, Apartado 176, QUITO - Equateur.



Anne-Marie et Gaston DUTOIT et leurs 3 garçons: Florian, Simon et Raphaël, infirmier-éducateur et infirmière, à Morges, le 10 septembre 1979 pour le Centre des aveugles du Nord-Togo, B.P. 15, LAMA-KARA, Togo. Ils exerceront la co-responsabilité du centre, la formation à la menuiserie, à l'artisanat, au petit élevage, etc.



Le 10 septembre 1979, Oliviero RATTI, instituteur, de Vira Gambarogno, TI, pour la formation de futurs enseignants à la promotion collective; pour le recyclage des maîtres de la province du Nord-Ouest d'Haïti, à l'école normale de Lavaud, Diocèse de Port-de-Paix, PORT-DE-PAIX Haïti. Il rejoint 3 volontaires de Frères sans frontières et d'Interteam dans le même projet.





Christine et Jean-Luc PITTET, assistante sociale et ingénieur agronome, de Genève, le 11 septembre 1979 pour un projet de promotion intégrale populaire dans la selva centrale du Pérou, projet qui démarre à zéro dans une région qui commence à se peupler de communautés paysannes. Ils entreront dans une équipe internationale, avec le Père Pierre Guérig, jésuite, de nationalité suisse. Ils seront chargés de la formation de promotrices féminines; de l'organisation du travail rural et coopératif et de la formation d'animateurs ruraux. Adresse : Foyer Jean-Luc PITTET, chez P. Guérig Apartado 10.226, LIMA 1 PEROU

NETTOYAGE AU CHALET ANALAKELY

Que toutes les bonnes volontés s'y donnent rendez-vous samedi 6 octobre 1979

RAPPEL : Les chalets de Frères sans frontières, au Bouveret peuvent acceuillir jusqu'à 70 hôtes, y compris durant la saison d'hiver. Pour tous renseignements ou réservations s'adresser à :
M. Roger DUBOSSON, 1891 VIONNAZ - tél. 025 81.19.51

retours au pays:

- *Jean-Daniel, Sylviane LIECHTI-CACHIN et leurs enfants Nicolas et Sylvain, formateurs d'entrepreneurs, de maçons; promotion féminine; de 1977 à 1979, à la paroisse de Rusengo au Burundi. Leur adresse : 1681 PREVONLOUP.*
  Jean-Daniel est l'auteur de l'affiche commune à nos trois mouvements et caricaturiste apprécié d'Interrogation.

- *Daniel et Annette LAFFELY-FONJALLAZ, de l'évêché de Ruygi au Burundi. Daniel était responsable de l'atelier de menuiserie et formateur des menuisiers; Annette: enseignante au collège secondaire et cours aux artisans, de 1976 à 1979.*
  Leur adresse : 28, Rue du Moutier, 1337 VALLORBE.

- *Joseph et Claudine BRANDENBERG-DENEREAZ, du Centre de formation professionnelle de Nouna en Haute-Volta, où Joseph s'occupait de la formation théorique et pratique en électronique et Claudine de l'enseignement du français, de 1977 à 1979.*
  Leur adresse : 15, Rue des Alpes, 1023 CRISSIER

- *Marcelin et Dominique AUBRY-BILAT, et leurs filles Nadège et Adeline, de l'imprimerie de Kabgayi au Rwanda. Marcelin était responsable de l'imprimerie; formateur d'homologues. Dominique: enseignante au collège, de 1976 à 1979.*
  Leur adresse : c/o Famille René Bilat, 2725 LE NOIRMONT.

- *André et Yolande ROTH-OBERHOLZER; Monique MURISET, de Bérem, au Tchad, de 1976 à 1979. Ils ont lancé avec l'abbé Claude Schaller, le projet Bérem, dans le diocèse de Pala au Tchad, avec le soutien de la Fraternité Tiers-Monde, du Jura. La nouvelle équipe de Bérem a dû se réfugier durant quelques semaines au Nord-Cameroun, à la suite des évènements au Tchad. Elle a rejoint Bérem depuis plusieurs mois.*
  Adresse du foyer Roth : Bosquet 5, 2740 MOUTIER
  Adresse de Monique Muriset: Viaduc 65, 2740 MOUTIER

****

NOUVELLE VICE-PRESIDENTE DE FRERES SANS FRONTIERES

Ce poste était vacant depuis la dernière assemblée générale. Le comité FSF avait reçu mandat de le pourvoir. Il a nommé Mlle Martine PALICOT, ancienne volontaire au Cameroun, ancienne déléguée FSF au comité GVOM et responsable du groupe d'animateurs du centre Vaud. Elle a accepté cette responsabilité avec l'accord de l'équipe vaudoise. Nous la félicitons. Le mouvement se réjouit de pouvoir compter sur ses compétences, sa vivante disponibilité et sa féconde participation.

RENCONTRE DES ANIMATEURS

Pour lancer le nouveau cycle de préparation 1979/1980, les animateurs de tous les centres régionaux étaient conviés au Bouveret en ce début de septembre. Après les voyages de François CORDONIER (président FSF) au Burundi, au Tchad et au Cameroun, d'une part, de Paul JUBIN (permanent FSF) en Amérique latine, d'autre part, certaines conclusions interpelaient directement le mouvement. Des réponses communes s'imposaient. Tel fut le but d'une recherche sérieuse et fraternelle. Il importait de tisser entre nous un fil rouge pour assurer la communion dans les objectifs et dans l'esprit. Ensuite, chaque centre régional établit son programme autonome en veillant à exercer le "vivre des gens", à accueillir l'étranger, à vivre avec les conflits et les différences, à rechercher la communion avec les communautés de base, en agissant clairement de l'intérieur des structures, en étant attentif aux pousses nouvelles, en vivant la solidarité incommode et non le confort des esclavec privilégiés. Un thème commun à tous les centres régionaux sera vraisemblablement consacré à la pauvreté et à la faim dans le monde. Un débat permit de clarifier la référence chrétienne du mouvement.

COORDONNATEUR AU CAMEROUN ET AU TCHAD

Notre ami Michel RHEME, coordonnateur FSF et Interteam au Cameroun et au Tchad, a rendu compte de sa mission aux deux organismes, et a participé à leurs stages de préparation. Il est rentré au Cameroun le 12 septembre dernier où il préparera notamment la tenue d'un séminaire consacré à l'évaluation du travail des volontaires, en liaison avec la Coopération technique suisse. Il prolongera son contrat jusqu'au début 1981.

20e anniversaire de FSF

Prévue initialement pour mi-septembre, cette célébration a dû être reportée à une date ultérieure. L'organisation d'un débat, auquel participeraient quelques personnalités, engendre quelques difficultés de calendrier.

APRES LE STAGE FINAL D'ETE AU BOUVERET

Et voilà ! ... C'est fini...
Pendant trois semaines nous étions sur le même navire, tantôt filant voile gonflée par un vent venu du lac, tantôt mouillant l'ancre pour faire le point.
Dès les premiers jours apparaissait une saine harmonie que nulles étincelles, nuls coups de gu..., ne sont venus troubler jusqu'à ce jour.
Tels des moussaillons embarqués pour un même voyage à la découverte de leurs responsabilités, d'horizons nouveaux, nous avons cheminé bon gré, mal gré, visant un tout commun sur une route toujours à suivre.
La première semaine, des activités de dynamique de groupe ont permis une meilleure découverte de soi par rapport à soi-même et par rapport aux autres.
Puis Bernard a guidé nos pas vers une meilleure approche et compréhension des textes de la Bible.
Au cours des trois semaines, la découverte d'un milieu, dans différents villages de la région, a constitué pour tous un coup de fouet pour la suite du stage. Plus encore que l'approche d'un milieu nouveau, il faut souligner plus particulièrement la vie intense, non descriptible qui a régné dans chaque équipe.
Plusieurs bouffées d'air frais nous sont venues du large, apportées par tous ceux qui par leur témoignage nous ont fait partager leur expérience et leurs connaissances prévenant ainsi, sans doute, pour tous les moussaillons bien des écueils.
A chaque équipier du navire de prendre, à présent, la direction de sa propre barque et que le même vent souffle toujours dans nos voiles.

Bonne mer et bon vent à tous ! *Michèle, Marie-Bénédict, Michel, Oliviero*

D E C E S :
M. Gaston BECKMANN, père de Denise, volontaire au Togo.
29, Westendellaan,
B - 8430 MIDDELKERKE

M A R I A G E :

- Pascale BILAT et Bernard PRETOT (Futurs Volontaires FSF) le 25 août 1979 - leur adresse : 2875 MONTFAUCON

N A I S S A N C E S :

** Martine le 16 mai 1979, au foyer Liliane et Edmond REY-SCHMIDT*
Rue Louis d'Orléans 17, 2000 NEUCHATEL

** Clara le 13 juin 1979, au foyer Erica et Franco PONZONI-POZZI*
Via Inglesi 1, 6826 RIVA S. VITALE

** Gildas le 3 juillet 1979, au foyer Elisabeth et Louis ALLAZ-LONGCHAMP*
Route d'Orbe, 1040 ECHALLENS

** Pierre le 21 juillet 1979, au foyer Danielle et Jean RODUIT-TSCHOPP*
Vers l'Eglise , 1926 FULLY

** Sophie le 29 juillet 1979, au foyer Marie-Claude et Henri CLEMENT-GREMAUD*
Av. du Gros-Chêne 29, 1213 ONEX

** Juan Vicente le 13 août 1979, au foyer Fabienne et José BRAVO-MEYER*
Fontaine-André 16, 2000 NEUCHATEL

** Danilo le 17 août 1979, au foyer Gisberta et Olivier FAVRE-LA HARPE*
Ch. des Pyramides 11, 1007 LAUSANNE

** Virginie Petite haïtienne de 4 mois, au foyer Adrienne et Raymond JECKER-BRAHIER*
Ecole normale de Lavaud, PORT-DE-PAIX / Haïti

** Dominique le 21 juin 1979, au foyer Nicole et Pierre-Yves MORET-CEPPI*
Bajada de Chanduy, Curia Arzobispal, Apto 254, GUAYAQUIL / Equateur

** Olivier le 28 juillet 1979, au foyer Hélène et Jean-Pierre BONGARD-CANET*
Bajada de Chanduy, Curia Arzobispal, Apto 254, GUAYAQUIL / Equateur

«Il existera toujours un océan...»

Midi et demi : mon plateau est bien garni, mon estomac conditionné revendique, j'entame mon déjeuner; voilà déjà plus de deux heures qu'une jeune femme enceinte pendue par les chevilles se fait torturer... 16 heures : je pense à ce soir où je suis invité à l'anniversaire d'un copain, on va bien bouffer et se marrer... 22 heures : on traîne dans les couloirs puants d'une tanière un docteur éborgné, écorché et devenu sourd pour un énième interrogatoire où il devra répondre aux « questions » d'une matraque à décharges électriques... 2 heures du matin : je dors du sommeil du « juste »... C'est déjà l'aube quelque part sur cette planète, mais voilà cinq, dix, quinze ans ou plus que pour ces hommes que l'on parque dans une cour gelée il n'y a plus ni de jour ni de nuit : on a volé leur droit de vivre et ils ne sauraient même plus reconnaître leurs femmes, leurs enfants... Quinze ans que je suis une scolarité paisible, que je « travaille comme il faut pour avoir une bonne situation »... On a encore tué des enfants aujourd'hui, amputé pour toujours leur vie quand ils ont dû voir leur mère se faire violer, leur père hurler et puis crever aux pieds bottés de bêtes à visage d'homme...

Ainsi notre époque qui voudrait porter bien haut les bannières de la démocratie, des libertés, du progrès social, économique et culturel, des conférences sur les droits de l'homme ou sur la paix n'a plus que des lambeaux de drapeau à agiter. Qui donc peut encore ricaner des massacres d'un Moyen Age, d'une Inquisition, d'une Saint-Barthélemy ou d'une colonisation destructo-évangélisatrice, quand il est contemporain de crimes encore plus odieux ?

Resterons-nous encore longtemps perchés sur les plus hauts gradins d'un cirque, à contempler de très loin une arène dans laquelle des gladiateurs ligotés, enfants et adultes, manuels et intellectuels, se font bafouer, piétiner, lacérer leur dignité humaine ?

Bien sûr, pour nous, il existera toujours — faut-il vraiment s'en persuader ? — un vaste océan ou suffisamment de kilomètres pour anesthésier notre révolte, ou pour absoudre notre indifférence...

« Le Monde », 13 mai 1978

EIRENE

JOHN HOWARD YODER A NEUWIED

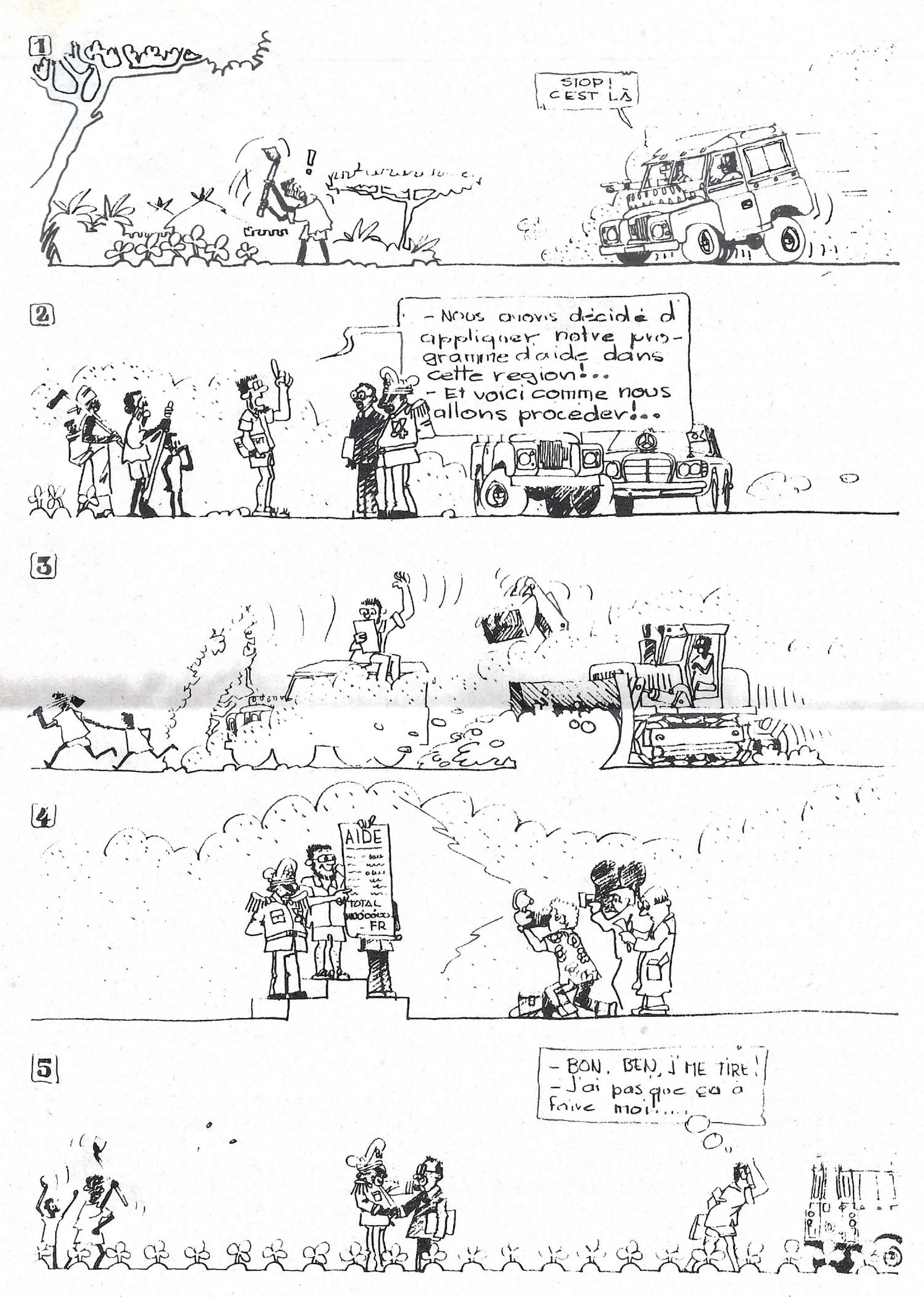
Invité par EIRENE, le théologien américain J.H. YODER, de l'Université mennonite d'Elkart, a visité Neuwied.

Dans le cadre restreint de la maison d'EIRENE, une discussion s'est ouverte sur les fondements et les conséquences de la non-violence chrétienne. J.H. YODER nous rendit attentifs à l'importance des communautés de base et nous discutâmes comment faire naître en cette dimension puisque chez nous les églises n'ont pas de tradition pacifique comme c'est le cas en Amérique par exemple. Une possibilité serait d'aller dans les paroisses existantes pour essayer de leur transmettre cette préoccupation active pour la paix comme le fit par exemple dans sa paroisse André Trocmé.

En soirée, J.H. YODER, lors d'une conférence publique bien fréquentée, parla de la non-violence comme stratégie sociale en retraçant certaines étapes de son histoire depuis le temps du Christ jusqu'a aujourd'hui. YODER montra que le préjugé n'est pas fondé, qui consiste à dire que la non-violence n'a pas de racines historiques. Ce préjugé vient du fait que la non-violence ne fait pas partie de notre culture et de notre éducation, qu'elle n'appartient pas à notre vision du monde, qu'elle n'a pas de racines profondes que dans le coeur de bien peu d'hommes. Ceci s'explique car la non-violence repose essentiellement sur une expérience et une conviction personnelle et qu'elle croît à partir de là.

YODER présenta aux auditeurs les racines de la non-violence chez le Christ qui dans le sermon sur la montagne ne rejette pas seulement le recours à la violence, mais sa dimension spirituelle qui est la haine, chez le rabin juif Johannan Ben Sakai, chez les martyrs chrétiens des premiers siècles, chez William Penn, Léon Tolstoï, Gandhi et jusque chez Jean-Marie Muller, encore trop peu connu en Allemagne.

Que de telle soirée nous encourage à continuer dans cette voie !


1
STOP !
C'EST LÀ
2
- Nous avons décidé d'appliquer notre programme d'aide dans cette region!..
- Et voici comme nous allons proceder!..
3
4
AIDE
TOTAL
- FR
5
- BON. BEN, J'ME TIRE !
- J'ai pas que ça à faire moi!...
JD LIECHTI



SOMMES-NOUS LA POULE AUX OEUFS D'OR ?

Africaine, volontaire FSF dans un autre pays du continent noir, l'auteur de cette lettre est infirmière dans un dispensaire de mission.

Après une interminable saison sèche, la pluie est enfin tombée, le climat s'est adouci un peu, les caractères aussi. Et comme la terre assoiffée d'eau, j'avais besoin d'une pause. En fait, après six mois de travail, toutes mes questions tournent autour d'un même point : la mentalité.

1) L'idée que la population se fait du "dispensaire de la mission" : quelque soit l'endroit du pays, le dispensaire de la mission est comme une entreprise privée en concurrence avec le dispensaire d'Etat. Si la notion de rivalité n'est pas explicite dans la vie de ceux qui y travaillent, elle est latente dans l'esprit aussi bien des fonctionnaires que des soeurs infirmières. Et la population joue là-dessus, bien sûr.

Nous affirmons tous que nous oeuvrons pour le bien des gens. Mais les moyens mis à notre disposition sont tellement inégaux ! Dans les dispensaires privés, chaque soeur (et nous) dispose d'un véhicule, ce qui lui permet "d'atteindre les plus pauvres", comme nous disons pour nous couvrir de lauriers. Nous avons un budget pour une pharmacie qui est de loin supérieur à la quantité de médicaments que l'Etat donne à ses dispensaires, sans compter tous les échantillons que nous recevons d'Europe. Ensuite, pour chacun de nous, le logement et la nourriture dépassent le salaire d'un infirmier, et souvent celui-ci prend sur sa paie pour avoir un ou deux aides parce que l'Etat ne reconnaît pas ce statut. Alors je me dis qu'il est facile de se faire payer ses services "à côté" quand on ne gagne pas assez pour faire vivre sa famille.

Et nous disons dans nos dispensaires privés que ces gens (les fonctionnaires) sont corrompus, ne travaillent que pour l'argent, incapables de gratuité... et j'en passe !

Donc, pas moyen de travailler avec eux parce qu'ils essaieront de vous soutirer quelques médicaments qu'ils vendront aux gens. Bien sûr, les gens feront dix kilomètres de plus à pied pour venir au dispensaire de la mission où l'on peut avoir une piqûre et des comprimés pour 300 francs CFA (quelque 3 francs suisses) plutôt que d'aller au dispensaire d'Etat où, faute de médicaments, l'infirmier leur fera une ordonnance de plus de 1000 francs CFA.

Cela nous donne un surcroît de travail. Des jours, nous avons plus de 200 malades dont plus de la moitié auraient pu se faire soigner au dispensaire d'Etat. Ou des gens qui nous disent qu'on les a tellement bien soignés qu'ils reviennent chercher des médicaments pour ne plus être malades ! Et ils auront attendu 3 ou 4 heures sous le soleil des tropiques pour nous dire cela. Est-ce qu'on leur rend service en leur donnant des vitamines en se disant "cela ne leur fait pas de mal" ou en les renvoyant chez eux les mains vides, après leur avoir expliqué qu'on ne se porte pas mieux en mangeant des médicaments. Moi, je fais les deux, mais je ne sais pas ce qui est mieux. A côté de cela, on a quand même ceux qui ont besoin de soins et on est content d'avoir des antibiotiques et d'autres médicaments plutôt que de devoir faire des ordonnances.

2) En P.M.I. (protection maternelle infantile) on a huit villages fixes où nous passons une fois par mois. Au départ beaucoup de femmes se sont inscrites avec leurs enfants. On fait la pesée des gosses et une causerie sur l'un ou l'autre sujet. Comme on a des sardines, des bouillies et du lait reçus de différents organismes, on en donne aux enfants mal nourris. Et dans la saison creuse comme maintenant où les produits de la récolte sont presque épuisés, on donne du lait à toutes les femmes pour leurs enfants. Mais alors, les femmes ne voient dans la P.M.I. que le lait ou les sardines ou la bouillie que nous donnons. Parfois même, on nous reproche de ne pas être juste en ne donnant des pots de sardines qu'aux enfants mal nourris. Que faire ? Stocker tous les vivres que nous recevons et priver ceux qui en ont besoin ? Ou bien rester la poule aux oeufs d'or jusqu'au jour où il n'y aura plus rien à distribuer et perdre "toute notre clientèle" ? Je ne sais pas. Certains ne s'embarrassent pas de scrupules et ceux à qui je soumets mon inquiétude me disent qu'avec le temps la mentalité va changer. Je l'espère aussi, mais en attendant je suis mal à l'aise et je ne vois pas comment travailler autrement. Le pire pour moi, c'est que les autorités louent "notre action" qui est, dit-on, un ferment du développement du peuple !

3) Il est dit dans notre projet que nous formerons des auxiliaires capables de nous remplacer. Nous avons trois aides de 16, 17 et 19 ans. D'un niveau d'études de cinq années primaires, pouvant se débrouiller en français et "éduquées à la mission". Ces deux derniers facteurs ont dû être décisifs dans le choix de ces filles. Elles sont engagées comme bénévoles. Elles vivent à l'internat avec les fillettes qui font l'école primaire, dans les mêmes conditions matérielles et de discipline. Ensuite elles gagnent 5000 francs CFA par mois. Tout le monde semble satisfait, la mission, les parents de ces filles qui disent qu'elles sont bien tenues là-bas en attendant qu'on les marie, et les filles qui disent qu'elles préfèrent cela à rien. Nous avons des cours polycopiés que nous recevons du bureau de l'association tous les mois. Ces cours sont simples, bien conçus ; ils intéressent bien les auxiliaires. Mais parfois, elles nous disent que d'ici un ou deux ans, quand elles seront mariées, de savoir qu'il existe des os longs, courts et plats ne les aidera pas à tirer plus facilement l'eau du puits ! Et je les comprends un peu.

Nous les formons (que ce soit sur le plan pratique ou théorique) pour notre besoin immédiat. Mais quand elles ne seront plus avec nous, je doute qu'elles puissent faire bénéficier les autres de cette formation, étant donné qu'il n'y a que nous qui la reconnaissons.

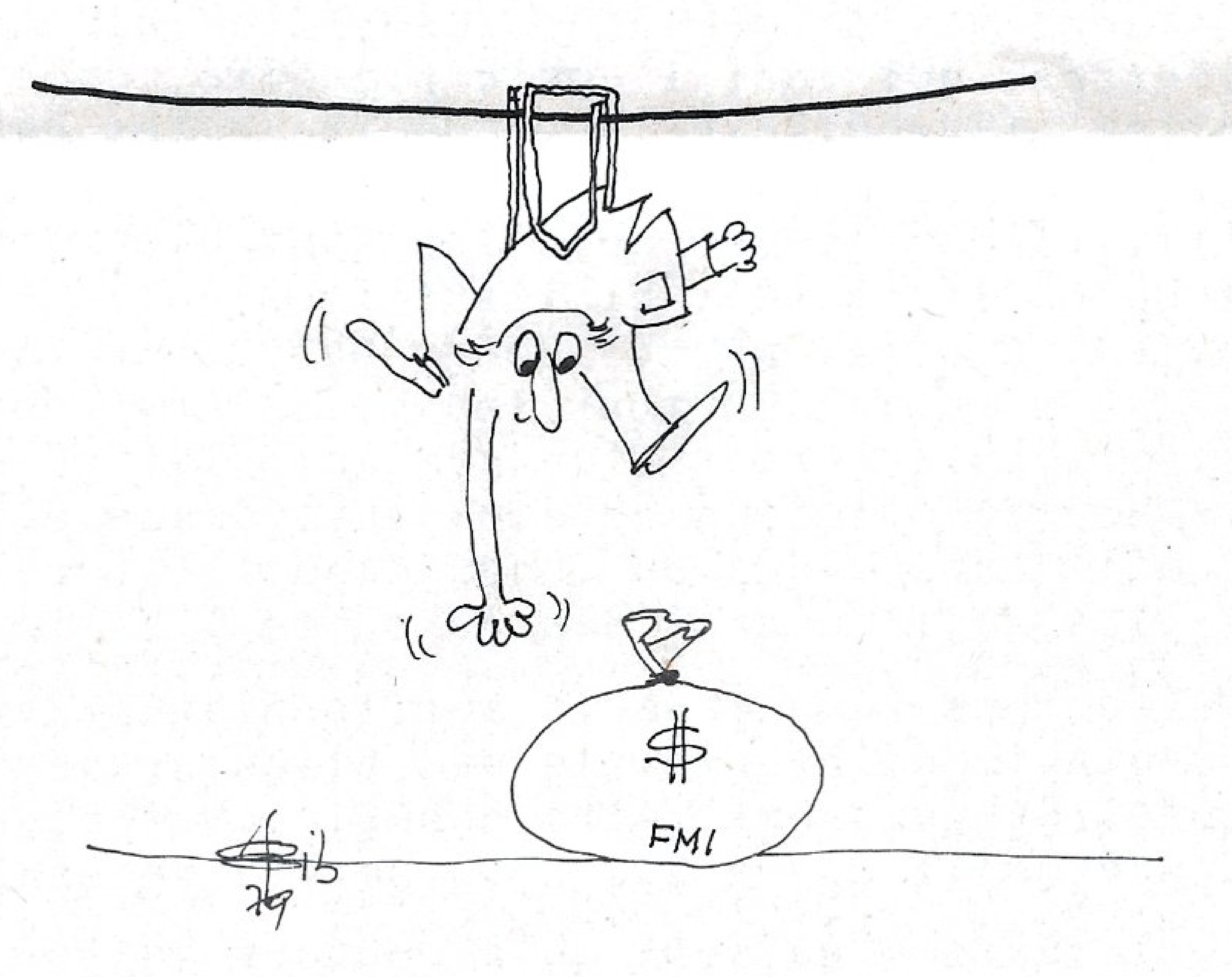
Ici, une formation ne sert qu'à pouvoir gagner sa vie (donc de l'argent). Et si l'Etat ne reconnaît pas ce genre de formation, une fois hors du dispensaire privé, j'ai peur que ces filles ne fassent comme ont fait leur mère et leur grand-mère. Je me trompe peut-être, mais j'ai vu plus d'un exemple qui me font penser le contraire.

On me dit qu'avec le temps, les femmes dans les villages prendront la P.M.I. en charge (mais il faut au moins deux ou trois générations de volontaires !) et pour le dispensaire, je ne sais pas combien de générations il faudra. On me dit que c'est une erreur de vouloir aller trop vite. C'est peut-être vrai, mais j'ai l'impression que si on ne commence pas tout de suite, plus tard il sera peut-être trop tard. Malgré tout, je ne crois pas que toutes ces hésitations m'empêchent de garder la tête haute. Il fait bon vivre ici pour se laisser abattre facilement.

Beau zèle économique...

Le régime économique imposé par le Fonds monétaire international au Portugal, alors que celui-ci négocie un nouvel accord d'emprunt, peut atteindre des niveaux insoupçonnés. Selon l'hebdomadaire « Expresso » de Lisbonne, un administrateur de la Banque Centrale du Portugal a, lors d'un dîner officiel cette semaine, arboré des trombones à la place de boutons de manchettes. L'hebdomadaire se demande si les boutons de manchettes manquants ont été donnés en garantie au FMI, ou bien s'il s'agit là d'une preuve concluante de l'observation des restrictions aux dépenses publiques portugaises... — (afp)

TLM 17.6.79



J.A. 1000 LAUSANNE 9

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne